MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté du ministre de la défense nationale du 28 janvier 2000, portant délégation de signature.

Le ministre de la défense nationale,

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les ministres et secrétaires d'Etat à déléguer leur signature,

Vu le décret n° 79-735 du 22 août 1979, portant organisation du ministère de la défense nationale, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété et notamment le décret n° 87-454 du 10 mars 1987,

Vu le décret n° 99-2558 du 17 novembre 1999, portant nomination du ministre de la défense nationale,

Arrête :

Article premier. – Le lieutenant-colonel Mustapha Romdhani, chargé des fonctions de sous-directeur du personnel à la direction de l'administration centrale, est habilité à signer, par délégation du ministre de la défense nationale, tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions et notamment :

- les propositions d'engagement des dépenses, les ordonnances de paiement et de virement, les ordres de recette et les pièces justificatives de dépenses et de paiement,

- les réquisitions de transport,

- les attestations de mission et les ampliements des actes concernant la gestion du personnel.

A l'exception des actes à caractère réglementaire.

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 28 janvier 2000.

Le Ministre de la Défense Nationale

Mohamed Jegham

Vu

Le Premier Ministre

Mohamed Ghannouchi

MINISTERE DE L'AGRICULTURE

Décret n° 2000-183 du 26 janvier 2000, portant déclassement d'une parcelle de terrain du domaine public hydraulique au domaine privé de l'Etat.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture,

Vu le décret du 24 septembre 1885, sur le domaine public,

Vu le code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975,

Vu le décret n° 78-557 du 24 mai 1978, fixant la composition et le fonctionnement de la commission du domaine public hydraulique,

Vu le procès-verbal de la réunion de la commission du domaine public hydraulique du 13 octobre 1997,

Vu l'avis du ministre des domaines de l'Etat et des affaires foncières,

Vu l'avis du tribunal administratif,

Décète :

Article premier. – Est déclassée du domaine public hydraulique au domaine privé de l'Etat en vue de sa rétrocession à la société nouvelle des stations thermales, la parcelle de terrain faisant partie de la sebkha de Sidi Abdelhamid à Sousse et qui couvre une superficie de 40.000 m² telle qu'elle est délimitée par un liséré rouge sur le plan annexé au présent décret.

Art. 2. – Les ministres des domaines de l'Etat et des affaires foncières et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 26 janvier 2000.

Zine El Abidine Ben Ali

NOMINATIONS

Par décret n° 2000-184 du 24 janvier 2000.

Monsieur Djemili El Batti, géologue général, est chargé des fonctions de directeur général des ressources en eau au ministère de l'agriculture.

Par décret n° 2000-185 du 24 janvier 2000.

Monsieur Mohamed Akermi Hamdi, ingénieur principal, est chargé des fonctions de commissaire régional au développement agricole de Kairouan.

Par décret n° 2000-186 du 26 janvier 2000.

Monsieur Younes Ziadi, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de chef d'arrondissement des bâtiments et du matériel au commissariat régional au développement agricole de Mahdia.

En application des dispositions de l'article 20 du décret n° 89-832 du 29 juin 1989, l'intéressé bénéficie des avantages d'un sous-directeur d'administration centrale.

Par décret n° 2000-187 du 26 janvier 2000.

Monsieur Mohamed Klila, ingénieur des travaux, est chargé des fonctions de chef d'arrondissement du génie rural au commissariat régional au développement agricole de Mahdia.

En application des dispositions de l'article 20 du décret n° 89-832 du 29 juin 1989, l'intéressé bénéficie des avantages d'un sous-directeur d'administration centrale.

Par décret n° 2000-188 du 26 janvier 2000.

Monsieur Kheireddine Nasr, ingénieur principal, est chargé des fonctions de chef d'arrondissement de la production végétale au commissariat régional au développement agricole du Kef.

En application des dispositions de l'article 20 du décret n° 89-832 du 29 juin 1989, l'intéressé bénéficie des avantages d'un sous-directeur d'administration centrale.